

ÉLECTION EUROPÉENNE DU 26 MAI 2019

QU'EST CE
QU'ON ATTEND
POUR
REMETTRE
LA FINANCE
À SA PLACE ?

LISTE EUROPE ÉCOLOGIE MENÉE PAR YANNICK JADOT

pourleclimat.eu - [@votezclimat](https://twitter.com/votezclimat) f t i in





PRÉAMBULE

La planète brûle et l'Europe se meurt. Voilà pourquoi les élections européennes à venir ne seront pas des élections comme les autres. Nous avons le choix entre le sursaut ou la catastrophe, entre la solidarité ou la montée de la haine, entre l'invention d'une nouvelle manière de vivre ensemble ou la continuation des égoïsmes qui nous conduisent vers l'abîme, entre l'écologie ou la barbarie. L'histoire est en marche. Nous sommes convaincu.e.s qu'elle n'appartient pas à des élites dépassées, ridiculement conservatrices et dangereusement obsédées par le pouvoir de l'argent.

La question cardinale est celle de la dégradation du climat, puisqu'elle menace notre survie elle-même. Qu'attendent les dirigeants européens pour prendre à bras le corps le problème le plus urgent de notre temps ? En France, la démission du ministre de l'environnement Nicolas Hulot a résonné comme un coup de tonnerre et la leçon à en tirer est simple : il n'est plus temps d'attendre ou de prendre des demi-mesures. Pourtant, tout se passe comme si de rien n'était. Emmanuel Macron fait de grands discours teintés de vert mais la politique qu'il conduit ne suit pas. Rien de ce qu'il engage n'est à la hauteur de la crise écologique que nous vivons, alors même que la France pourrait être à la tête des nations qui font de l'écologie une priorité. Entre la voix des lobbies et le choix de l'écologie, il faut trancher : on ne peut pas en même temps détruire la planète et la sauver.

Nous sommes donc vigilant.e.s, mobilisé.e.s et déterminé.e.s à tout faire pour qu'en France les choses changent. Les marches pour le climat et les mobilisations lycéennes à travers l'Europe et le monde montrent que la prise de conscience progresse. Une nouvelle génération réclame son droit à exister dans un monde vivable. Comment ne pas entendre son appel ? La génération climat qui se met en mouvement est celle qui sauvegardera l'avenir. Notre combat est planétaire. Il ne connaît pas de frontières et nécessite d'agir à tous les échelons, de la plus petite commune jusqu'au niveau international. Chacun.e doit prendre sa part.

Nous, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'attendent plus des discours mais des actes pour réorienter la marche du monde. Nous, écologistes, nous mettons au service des citoyennes et des citoyens qui n'espèrent plus d'une démocratie représentative moribonde mais souhaitent faire irruption dans le débat public et la prise de décision dans les choix qui les concernent. C'est un défi incroyable que nous avons à relever. Il demande de la lucidité, de l'imagination et du courage. Le système, la politique, nos vies : tout doit changer.

Le chantier est immense. Nous n'y arriverons qu'ensemble.

SOMMAIRE

Introduction

1. L'Europe doit changer, la finance aussi

2. L'écologie qui agit

3. Nos propositions pour remettre la finance à sa place :

- Inventer une nouvelle gouvernance économique et monétaire pour l'UE
- Remettre la finance à sa place : au service de l'économie réelle et de la transition écologique
- Lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux : construire un système fiscal plus juste

Conclusion

INTRODUCTION

Le néo-libéralisme des années 1980 a conduit à un vaste **mouvement de financiarisation** à l'échelle mondiale, soutenu et accompagné par les gouvernements successifs. Ce mouvement a été rendu possible par la **répartition inégalitaire des richesses créées entre salarié.e.s et actionnaires**, actée par l'ensemble des institutions comme l'unique mode de fonctionnement possible. Il a pris trois formes : **la déréglementation financière**, qui a libéralisé et élargi les activités financières des banques, **la désintermédiation bancaire** qui, en faisant disparaître les intermédiaires financiers, a permis aux entreprises d'accéder directement aux marchés de capitaux et enfin **le décloisonnement**, qui a mis fin à la segmentation des marchés financiers et favorisé leur interconnexion croissante, accélérant la course aux placements les plus rentables.

Loin d'apporter la prospérité et une répartition équitable des richesses, cette financiarisation de l'économie n'a fait qu'encourager **l'instabilité du système monétaire et financier international**, entretenant une succession cyclique de crises bancaires, boursières et de change. Obsédés par la recherche effrénée de profits, les opérateurs financiers se sont concentrés sur la rentabilité à très court terme et ont créé des spirales spéculatives, favorisées par la numérisation des outils financiers. Le trading à haute fréquence (THF) permet par exemple d'effectuer des transactions en quelques microsecondes.

Les pratiques spéculatives ont totalement déconnecté les échanges financiers de l'économie réelle, si bien que la finance fonctionne aujourd'hui en vase clos, alors même que sa fonction première est de financer l'activité économique réelle. L'écart entre les transactions de biens et services (l'économie réelle) et les transactions de produits financiers varie de 10 à 100 selon les estimations. Et **les transactions purement spéculatives atteignent chaque année de nouveaux records.**

A la faveur de la crise économique de 2008, les spéculateurs ont parié sur les risques de défauts de certains Etats européens. Les CDS (credit default swaps), des produits dérivés, se sont alors multipliés : destinés aux détenteurs d'obligations, ils garantissent un remboursement en cas de défaut de paiement. Au gré de la titrisation, de nombreux acteurs en ont acheté, spéculant ainsi sur l'incapacité des gouvernements à rembourser leurs dettes. Le cercle vicieux de la spéculation n'a ainsi plus de limites.

Les conséquences sociales de la financiarisation sont tout aussi dramatiques. La survie des grandes entreprises cotées en bourse dépendant des signaux envoyés aux marchés financiers. Priorité est ainsi donnée à la rationalisation permanente des coûts et à la maximisation des dividendes versés aux actionnaires plutôt qu'à des productions de qualité, environnementalement et socialement durables. Plans de licenciements massifs, baisse des salaires ou délocalisations en sont les inévitables conséquences.

Le rôle de la finance dans la dégradation environnementale, moins connu, ne doit pas en être pour autant oublié. Le système financier et bancaire soutient encore très largement les énergies fossiles. Oxfam rappelle qu'entre 2016 et 2017, les grandes banques françaises ont investi 43 milliards d'euros dans les énergies fossiles, contre seulement 12 milliards dans les énergies renouvelables. Pire, le financement des énergies fossiles extrêmes (sables bitumineux, charbon, forages profonds,...) a augmenté de 11% en 2017 selon l'ONG BankTrack. Et même la BCE, au lieu de soutenir activement les objectifs de la transition écologique, a contribué à financer, via son programme d'achat d'actifs d'entreprises mené dans les années 2016-2018, des activités très nuisibles pour l'environnement.

Enfin, **les systèmes opaques d'évasion et de fraude fiscales permettent aux activités criminelles de se greffer sur ces réseaux financiers** : déforestation, pêche illégale, trafics de drogue ... réutilisent les mêmes stratagèmes pour faire circuler leurs gains.

Cet argent qui s'échappe illégalement, au mépris de la loi, du respect de l'environnement et des droits sociaux, ne pourra jamais être consacré au financement de la protection sociale et à la transition écologique. Mépris de l'environnement et des droits des travailleur.euses vont souvent de pair, toujours pour maximiser les profits de quelques un.es et c'est à ce système que nous voulons nous attaquer.

Qu'est-ce qu'on attend pour enfin remettre la finance à sa place ?

**LE RÔLE DE LA FINANCE
DANS LA DÉGRADATION
ENVIRONNEMENTALE,
MOINS CONNU, NE DOIT
PAS EN ÊTRE POUR
AUTANT OUBLIÉ.**



1

L'EUROPE DOIT CHANGER, LA FINANCE AUSSI

La crise de 2008 et ses suites ont été le meilleur **révélateur des errances de l'Europe en matière financière, économique et fiscale** : la crise financière a affecté l'économie réelle et, en se transformant en crise budgétaire, a finalement mis en exergue les injustices fiscales au sein de l'Union.

Aucune leçon n'a été tirée de cette crise, alors que les dysfonctionnements ont été révélés au grand jour et que leurs conséquences ont durement frappé les citoyen.ne.s. Malgré les déclarations politiques qui appelaient à une plus grande régulation de la finance, la seule mesure prise a consisté à renforcer les fonds propres des banques pour réduire un peu les risques. Une mesure **largement insuffisante** qui démontre que rien n'a été fait pour changer les comportements des banques vers des activités utiles pour la société et la planète. La taxe sur les transactions financières, un temps envisagée pour l'Union européenne, est toujours au point mort. Aucune politique économique ambitieuse n'a été menée pour faire face à la crise sociale et environnementale, maintenant dans la précarité des millions d'Européen.ne.s. Pire, sous prétexte de soutenir l'activité économique, les politiques fiscales ont aggravé le déséquilibre entre fiscalité sur le travail et fiscalité sur le capital : **les salarié.e.s se sont retrouvés à payer les allègements de cotisations pour les actionnaires**. Ce qui aurait pu être une opportunité pour refondre le système dans son intégralité s'est finalement transformé en une fuite en avant.

Pourtant, la démission du pouvoir politique vis-à-vis de la finance et des puissances de l'argent n'est pas irréversible. Il faut combattre le capitalisme financier spéculateur, prédateur et nuisible à l'économie réelle, les citoyen.ne.s européen.ne.s le réclament. La nécessité de le soumettre aux réglementations sociales et environnementales et la création d'un cadre fiscal commun régulateur et permettant de financer les projets d'intérêt général restent plus urgentes que jamais.

Pour ce faire, **nous devons inventer une nouvelle gouvernance économique, financière et monétaire pour l'Union.** Cette gouvernance est restée jusque-là très opaque et peu démocratique, allant jusqu'au chantage à l'euro. Notre Europe est celle des citoyennes et citoyens. Les grandes orientations budgétaires, fiscales et économiques ne peuvent plus être décidées en dehors des processus démocratiques : les Européen.ne.s doivent y être associé.e.s pour garantir le respect de l'intérêt général, et en particulier leur conformité aux intérêts sociaux et environnementaux. Le Parlement européen doit donc être impliqué plus largement dans la définition de ces grandes orientations, et veiller à ce qu'elles soient les plus transparentes et démocratiques possibles.

Notre Europe est profondément sociale, au service du développement humain et de la protection de l'environnement, elle ne fait pas de la finance l'alpha et l'oméga de ses politiques. Elle n'est pas non plus celle du dumping fiscal et de la concurrence entre les peuples, mais celle de la fraternité et de la solidarité : pour dompter la finance, la mettre au service de l'économie réelle et la faire contribuer à la protection sociale de toutes et tous, l'Europe a besoin de plus de coopération et d'un cadre commun. C'est pourquoi nous portons une harmonisation fiscale ambitieuse, au service de transition écologique et de l'Europe sociale. Nous ne voulons plus de cette Europe qui protège un petit groupe d'Etats membres vivant du vol des recettes fiscales communes. Nous refusons cette fatalité d'une confiscation de l'intérêt général par quelques paradis fiscaux, parfois installés au cœur de l'Europe. Nous ne voulons plus de cette Europe qui manque de courage politique et n'ose pas taper du poing sur la table. **Pour y remédier, nous devons notamment abandonner la règle de l'unanimité en matière fiscale et sortir les paradis fiscaux de l'Europe.**

**NOUS DEVONS
INVENTER UNE NOUVELLE
GOUVERNANCE
ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE
ET MONÉTAIRE POUR
L'UNION.**

2

L'ÉCOLOGIE QUI AGIT

Au Parlement européen, les écologistes s'engagent fermement en faveur de la régulation de la finance. **Eva Joly** et ses collègues Philippe Lambert et Sven Giegold ont pris la tête de ce combat et se sont imposés au Parlement comme la référence en matière de justice fiscale et de lutte contre la finance à outrance. Les nombreux scandales financiers de ces dernières années (LuxLeaks, Panama Papers, Paradise Papers, CumEx Files ...) ont conduit à la création de commissions d'enquête spéciales (TAX1, TAX2, PANA et TAX3). Ces instances ont permis aux écologistes de défendre des positions intransigeantes pour faire primer les intérêts des citoyen.ne.s et la protection de l'environnement sur la rentabilité financière et de refuser les demi-mesures qui ne profitent qu'aux fraudeurs.

Nous y avons formulé de nombreuses propositions et avons obtenu :

- **Une 5ème révision de la directive anti-blanchiment**, un renforcement de ses dispositions et la création d'un **registre des bénéficiaires finaux** pour les entreprises, le service public, et pour les trusts, consultable sur justification d'un intérêt légitime. Cette nouvelle directive comble les failles révélées par les Panama Papers en 2016 et permettra une lutte plus efficace contre l'opacité financière. Elle entrera en vigueur dès 2020.
- L'adoption en décembre 2017 d'une **liste noire européenne des paradis fiscaux**. Celle-ci est encore imparfaite : le Conseil de l'UE a refusé d'y inscrire de nombreux paradis fiscaux, par arrangements politiques, et le régime de sanctions n'est ni suffisamment ambitieux ni harmonisé.
- L'adoption de la **directive ATAD**, en juillet 2016, qui renforce la lutte contre l'évasion fiscale, malgré les nombreuses exceptions obtenues par le Conseil.
- L'adoption en mars 2018 d'une nouvelle **obligation pour les intermédiaires** (avocats, banques, fiscalistes ...) **de communiquer aux autorités nationales les schémas fiscaux qu'ils créent pour leurs clients**, dès lors que ces schémas concernent plusieurs pays. Cette mesure fait suite à un rapport des écologistes de janvier 2017 qui soulignait le rôle-clé de ces intermédiaires dans l'évasion fiscale.
- **Plusieurs amendes, importantes, ont été infligées à des multinationales pour aides d'Etat illégales** par la Commission européenne. À la suite des révélations du groupe Verts/ALE, une enquête a été ouverte contre les pratiques fiscales d'Ikea en décembre 2017.

LES ÉCOLOGISTES ONT DÉFENDU DES POSITIONS INTRANSIGEANTES POUR FAIRE PRIMER LES INTÉRÊTS DES CITOYEN.NE.S ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA RENTABILITÉ FINANCIÈRE.

3

NOS PROPOSITIONS POUR REMETTRE LA FINANCE À SA PLACE

L'Europe ne doit pas être qu'une vaste zone de libre-échange avec pour seule règle la soumission à des lois néo-libérales issues des années 1980 dont les effets néfastes pour les citoyen.ne.s et l'environnement sont connus depuis longtemps. Les relations entre Etats ne peuvent pas non plus se résumer à une compétition fiscale pour attirer les entreprises en baissant les impôts, au détriment des salarié.e.s. Ce cercle mortifère doit être brisé pour **créer une Europe sociale financée par une fiscalité harmonisée** et où une **finance moralisée aura pour rôle de financer une économie sociale, solidaire et écologique.**



INVENTER UNE NOUVELLE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE POUR L'UE

LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES DOIVENT ÊTRE MISES AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET ÉCOLOGIQUE, DANS L'INTÉRÊT DE TOUS LES CITOYENS. C'EST POURQUOI NOUS DEVONS INVENTER UNE NOUVELLE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'UE. ACTUELLEMENT, SEULS PRÉVALENT LE MYTHE DE LA CROISSANCE INFINIE ET L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE QUI POUSSENT LES INSTITUTIONS ET LES ÉTATS À ÉRIGER EN OBJECTIF LA RIGUEUR BUDGÉTAIRE. L'EUROPE SOCIALE ET L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ONT POURTANT BESOIN D'INVESTISSEMENTS MASSIFS.

Les critères de déficit et d'endettement ont été décidés dans la plus grande opacité alors qu'ils affectent directement le quotidien de tous les citoyens. Ils doivent donc **être soumis au débat démocratique**, notamment pour répondre aux exigences de transition vers une économie sociale, solidaire et écologique, et mettre fin au dogme de l'austérité et au chantage à l'euro qu'a par exemple connu la Grèce.

Nous avons la possibilité d'agir tout de suite en utilisant les moyens qui existent dans le cadre actuel, tout en luttant pour une renégociation des traités.

Au Parlement européen, il faut continuer d'interpeler la BCE sur son devoir d'agir face au changement climatique, c'est-à-dire de rendre plus coûteux le financement des activités polluantes et de financer massivement les projets liés à la transition, notamment via la Banque européenne d'investissement. D'après l'article 127 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la BCE doit « soutenir les objectifs » de l'Union européenne, et la lutte contre le changement climatique s'impose de plus en plus comme un objectif central de l'UE. Par ailleurs, l'article 11 dispose que les exigences de protection de l'environnement doivent être intégrées dans « la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union, en particulier afin de promouvoir le développement durable. ». **C'est une base légale suffisante pour commencer à orienter les politiques monétaires dans le sens de la transition écologique.** D'ailleurs, la BCE reconnaît elle-même que son mandat actuel ne s'oppose pas à une meilleure prise en compte du défi climatique, mais elle attend un signal politique venant des autres institutions européennes.

En parallèle, il faut proposer une loi permettant à l'UE et aux États de **mesurer réellement les impacts environnementaux** des activités économiques pour éviter le risque de greenwashing très présent dans la loi actuelle. Ce cadre permettra de mieux orienter les financements de la BCE dans le sens de la transition et de donner plus d'impact à l'ensemble des financements privés. L'Europe possède déjà des institutions capables d'orienter les flux financiers (BCE, BEI, FEI, MES) : utilisons-les à bon escient.

POUR GARANTIR LE DROIT À L'EURO ET RÉFORMER LA BCE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Créer un droit imprescriptible à l'euro pour tous les peuples d'Europe**, contre le chantage à l'euro dont ont été victimes certains pays, dont la Grèce, qui a été contrainte à se soumettre à la politique d'austérité sous peine d'être coupée des refinancements de la BCE et de voir son système bancaire s'écrouler complètement. L'euro est notre monnaie commune et ne saurait être utilisé ainsi.
- **Renforcer le rôle du Parlement européen dans la gouvernance économique, financière, fiscale et monétaire de l'UE**, aux côtés de la BCE, en vertu du principe démocratique de consentement à l'impôt. Un mécanisme de contrôle permanent veillant à la séparation des politiques budgétaires et monétaires serait créé.
- **Garantir une gouvernance démocratique de la Banque Centrale Européenne**, en faisant voter sa composition et ses orientations politiques par le Parlement européen. Sous le contrôle du Parlement, la BCE pourrait adapter ses objectifs en fonction d'objectifs comme le plein-emploi ou la transition écologique, et garantir que le coût de la dette publique reste toujours bas, quelles que soient la conjoncture ou la réaction des marchés financiers. Il pourrait aussi décider de flécher la moitié des rachats annuels de dettes par la BCE (360 milliards d'euros chaque année) vers des prêts et/ou garanties de prêts aux Etats membres en faveur de la transition écologique et solidaire, à des taux allant de 0,1% à 0,01%.
- **Garantir la transparence de l'Eurogroupe** : l'Eurogroupe doit devenir totalement transparent et publier ses procès-verbaux, ses délibérations et les résultats et explications de vote

La finance est largement responsable de la crise de la dette en Europe, crise qui nous a coûté cher puisque les banques ont été refinancées par l'argent public, celui des contribuables. Nous voulons sortir de l'Europe de la dette et de l'austérité pour une Europe du bien-vivre, du respect des droits sociaux et de la transition écologique.

POUR EN FINIR AVEC L'OBSESSION DE LA DETTE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Auditer, restructurer et mutualiser progressivement les dettes sous l'égide d'une BCE repensée et démocratisée**, en premier lieu la dette grecque, pour que les Etats ne soient plus prisonniers d'une logique budgétaire intenable qui les asphyxie à petit feu.
- **Créer une conditionnalité socio-environnementale dans les semestres européens**, c'est-à-dire directement dans les critères d'examen des budgets des Etats membres, et créer des outils de politique économique contracycliques.
- **Réviser le Mécanisme Européen de Solidarité (MES)**, doté de 700 milliards d'euros, en substituant aux mesures d'austérité (vente d'actifs des Etats membres, diminution des prestations sociales ...) des investissements de relance écologiquement compatibles.
- **Faire racheter directement par la BCE les dettes nationales à des taux faibles**, plutôt que de les racheter aux banques commerciales, ce qu'a fait la BCE avec sa politique de Quantitative Easing de 2015 à 2018, en rachetant 2 550 milliards de dettes aux banques commerciales, mais sans effet notable puisque les banques ont utilisé ces liquidités pour acheter d'autres titres financiers.

REMETTRE LA FINANCE À SA PLACE, AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

La recherche de maximisation du profit quelles qu'en soient les conséquences est fondamentalement opposée à l'intérêt commun, celui des citoyen.ne.s et de la planète. La déconnexion entre l'économie réelle et la finance met en péril la viabilité de l'économie et des emplois, en plus d'une pression insoutenable sur les ressources naturelles.

Contre les dérives spéculatives de la finance qui détournent les financements de l'économie réelle, nous devons adopter des mesures de régulation fortes. Remettre la finance à sa place, c'est-à-dire au service de l'économie réelle, des citoyen.ne.s et de la transition écologique, **est au cœur de nos propositions.**

UNE TAXE DE **0,05%** SUR LA
VALEUR DES
TRANSACTIONS
FINANCIÈRES

RAPPORTERAIT JUSQU'À

190 MILLIARDS
€ AU BUDGET
EUROPÉEN

POUR ACHEVER LA SÉPARATION BANCAIRE ET ENCADRER VRAIMENT LA FINANCE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Entamer une réforme structurelle du secteur bancaire pour séparer totalement les activités des banques de détail, qui financent l'économie réelle, des activités financières à haut risque, donc spéculatives, sur les plans juridique, organisationnel et opérationnel.**
- **Achever l'union bancaire pour sécuriser et fiabiliser le secteur.** Le secteur bancaire réformé que nous voulons sera doté d'un véritable fonds de réserve commun de dernier recours qui sera l'unique instrument de résolution, financé par le secteur bancaire lui-même. Les sauvetages bancaires financés par l'argent des contribuables et ayant un impact minimal sur l'économie réelle seront abandonnés. Nous lui préférons un système commun de réassurance de garantie des dépôts évitant l'aléa moral et les subventions implicites entre les différents modèles bancaires de l'Eurozone. Il permettra de limiter les retombées sociales, financières et économiques des faillites bancaires.
- **Interdire progressivement la titrisation des crédits bancaires.** Cette pratique permet actuellement aux banques de se défaire des crédits qu'elles ont accordés en les vendant sous forme de créances négociables sur des marchés ad hoc, en réduisant la lisibilité du risque des produits. C'est ce manque de traçabilité du risque qui a en partie alimenté la crise de 2008.
- **Interdire les marchés de gré à gré et le Trading Haute Fréquence,** qui plonge la finance et la spéculation dans une course effrénée qui se joue désormais à la microseconde.
- **Lutter contre l'instabilité financière en :**
 - Réduisant les prises de risques des banques sur les marchés financiers
 - Réduisant les oligopoles bancaires

- Réorientant les investissements et les dépôts loin des activités spéculatives
- Créant un marché d'obligation et un budget pour l'avenir de l'Union sur le long-terme, pour la protection de l'environnement et les emplois de demain.

POUR ORIENTER LES FLUX FINANCIERS VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Renforcer l'obligation des agences de notation,** qui devront introduire un bilan environnemental dans leur notation pour l'ensemble des entreprises et produits financiers.
- **Renforcer les compétences des autorités de supervision** (EBA, ESMA, etc.), qui devront être capables de veiller à la rigueur des évaluations ESG réalisées par les prestataires privés, voire de fournir elles-mêmes une notation environnementale publique.
- **Créer une agence publique européenne** chargée de certifier et labéliser les projets territoriaux de reconversion industrielle partout en Europe, pour que la BEI et la BCE puissent ensuite financer ces projets ou refinancer les banques commerciales qui les financent, en leur proposant des conditions favorables.
- **Renforcer le devoir des investisseurs** de révéler l'impact environnemental de leurs choix d'investissement.

POUR STOPPER LA COURSE AUX PROFITS DÉRÉGULÉS, NOUS PROPOSONS DE :

- **Etablir une taxe sur les transactions financières ambitieuse,** non pas limitée à un simple taux sur les actions, comme la France l'a proposé, ce qui réduirait de 70% de ses recettes. Avec un

taux de **0,05% sur la valeur des transactions financières**, elle rapporterait jusqu'à 190 milliards d'euros au budget européen, venant alimenter les politiques sociales et écologiques de l'Union. Elle permettrait aussi de réguler la finance en réduisant de 90% le volume des produits dérivés, qui sont essentiellement spéculatifs. Enfin, elle serait un outil de la lutte contre l'évasion fiscale, puisqu'en vertu du principe d'émission, toute action émise dans la zone mais échangée en dehors serait quand même taxée.

- **limiter la rémunération des actionnaires** qui, guidés par la recherche permanente des superprofits, favorisent l'accumulation financière et les dérives qu'elle crée dans nos vies quotidiennes ainsi que les inégalités. Pour ce faire, nous proposons de créer une **taxe spécifique sur les rémunérations actionnariales et sur les banques**. Les actifs de courte durée seraient particulièrement visés. Pour lutter contre les inégalités, nous proposons d'imposer aux entreprises la **transparence sur les salaires**, avec obligation d'indiquer le ratio entre la rémunération la plus basse et la plus haute, de **limiter les écarts de rémunération** au sein des entreprises en appliquant un facteur 20 entre la rémunération la plus haute et la rémunération médiane de l'entreprise.
- **Adopter un plan visant à interdire les mesures spéculatives détruisant la planète**, une fois que ces spéculations destructrices sur le plan environnemental auront été définies et circonscrites.

**REMETTRE LA FINANCE
AU SERVICE DE
L'ÉCONOMIE RÉELLE,
DES CITOYEN.NE.S ET
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, EST
AU CŒUR DE NOS
PROPOSITIONS.**



LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE ET LES PARADIS FISCAUX : CONSTRUIRE UN SYSTÈME FISCAL PLUS JUSTE

L'Union européenne et son approfondissement vers une Europe sociale et écologique sont mises en échec par un petit groupe de paradis fiscaux : le Luxembourg, Malte, Chypre, l'Irlande et les Pays-Bas. En vivant du vol des recettes fiscales des autres Etats membres et en bloquant toute avancée vers une fiscalité européenne harmonisée, ils alimentent le dumping fiscal qui démolit l'Europe.

L'évasion fiscale représente chaque année un **manque à gagner de 1000 milliards d'euros** pour l'Union et **80 milliards d'euros pour la France**. Ses conséquences sociales et environnementales sont dramatiques, puisqu'elle prive les budgets publics de ressources considérables et réduit d'autant leurs capacités d'action. Cet argent pourrait être consacré à la lutte contre les inégalités sociales et à la transition écologique et solidaire. Justice sociale et environnementale n'appellent qu'une seule solution : **la justice fiscale**. Nous sommes convaincu.e.s que l'échelon européen est le plus pertinent pour engager une lutte efficace et concrète contre cette pratique qui prive nos budgets de milliards d'euros. Pour préserver l'intérêt général, **les paradis fiscaux doivent être sortis de l'Union Européenne !**

POUR LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Interdire l'accès aux marchés publics et financiers européens à tous les opérateurs et toutes les entreprises ayant des activités dans les paradis fiscaux**, y compris les paradis fiscaux d'Etats membres.
- Obliger les entreprises à justifier toute création de filiales offshore auprès des autorités. Cette inversion de la charge de la preuve est une solution simple et radicalement efficace pour combattre les montages fiscaux illégaux.
- **Créer une obligation de transparence pour les multinationales** en rendant le **reporting pays par pays obligatoire**, de manière à rendre publiques des informations telles que le montant des impôts payés, le nombre d'employé.e.s, le chiffre d'affaires ou encore les bénéficiaires. Ce mécanisme permet de vérifier que l'impôt payé correspond bien à l'activité réelle des entreprises dans chaque pays.
- **Adopter une liste noire européenne des paradis fiscaux** plus crédible et efficace, éloignée des arrangements politiques et diplomatiques qui conduisent à ne pas y inscrire des paradis fiscaux notoires. Pour ce faire, son élaboration et ses critères doivent être publics et transparents. Les sanctions correspondantes doivent être coordonnées et réellement dissuasives.
- **Encadrer l'activité de tous les fonds et acteurs non-bancaires de l'UE**, surtout des hedge funds, dont les activités doivent être interdites dans les paradis fiscaux et les places offshore.
- Renforcer la lutte contre le blanchiment en **renforçant la coopération entre les administrations de chaque Etat membre**. Dans cette perspective, une **unité de coordination européenne** serait créée, tout en renforçant les moyens dont disposent Eurojust et Europol.

- **Doter le Parlement européen d'une commission d'enquête permanente** chargée de conduire les investigations sur les pratiques fiscales au sein de l'Union et de demander la suspension du droit de vote des États au Conseil s'ils ne respectent pas le droit européen et contribuent au dumping fiscal au sein de l'Union.

POUR UNE FISCALITÉ EUROPÉENNE HARMONISÉE, NOUS PROPOSONS DE :

- **Supprimer le verrou de l'unanimité en matière de fiscalité au sein de l'UE**, au profit de majorité qualifiée et d'une co-décision avec le Parlement. Dans un premier temps, nous proposons d'exploiter toutes les possibilités offertes par les traités actuels et en particulier l'Article 116 qui permet de passer à la majorité lorsqu'il y a distorsion de concurrence, ce qui est le cas lorsque certains voisins font de la concurrence fiscale agressive.
- **Sanctionner aussi les paradis fiscaux de l'Union**, grâce à la création d'un mécanisme européen de suivi des pratiques fiscales agressives des États membres, assorti de sanctions pouvant aboutir à la suspension des droits de vote au Conseil sur les décisions fiscales.
- **Harmoniser la taxation en Europe** grâce à un taux minimum effectif d'imposition sur les sociétés d'au moins 20%. Cela est indispensable pour éviter une course déjà à l'œuvre vers le moins-disant fiscal en Europe, qui vide les caisses publiques et contribue à accroître les inégalités.
- **Mettre en place la taxation unitaire des multinationales grâce à l'adoption de la directive créant l'ACCIS**, l'assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés. Ce système permettrait de taxer les multinationales comme une seule entité au niveau européen - ce qu'elles sont en réalité - et de redistribuer les produits fiscaux en fonction de l'activité réelle de l'entreprise

dans chaque pays. Cela rendrait l'optimisation fiscale au sein de l'UE inopérante : les grandes multinationales ne pourraient plus transférer artificiellement leurs bénéfices vers les paradis fiscaux de l'Union, l'Irlande ou le Luxembourg.

- **Adapter le système fiscal aux GAFAM et aux réalités du numérique**, grâce à une redéfinition de ce qu'est une présence économique taxable. Une modernisation des règles est indispensable pour rétablir l'égalité devant l'impôt entre entreprises traditionnelles et géants de l'internet (qui échappent trop souvent à l'impôt ou ne paient pas leur juste part d'impôts).

**LES PARADIS FISCAUX
DOIVENT ÊTRE
SORTIS DE L'UNION
EUROPÉENNE !**



CONCLUSION

Nous ne voulons plus d'une Europe aveuglée par la rigueur budgétaire et prise en otage par la finance, dont la gouvernance économique et monétaire agit contre l'intérêt général des Européen.ne.s. La politique, dans son acception collective, doit reprendre le pas sur le pouvoir opaque de la finance.

Nous ne voulons plus d'une Europe où la finance a totalement perdu pied, libre de spéculer dans une course effrénée à la maximisation des profits. Nous refusons d'être contraint.e.s à payer les conséquences de ces dérives financières avec l'argent des contribuables qui en sont par ailleurs les premières victimes. Nous ne voulons plus non plus d'une Europe qui laisse prospérer l'évasion fiscale et mine la solidarité entre les citoyen.ne.s européen.ne.s, quel que soit leur Etat de résidence.

Nous voulons construire une Europe humaine, sociale et écologique, une Europe qui mette la finance au service de l'économie réelle. La finance doit assumer sa part de solidarité et contribuer aux combats que sont la justice sociale, fiscale et environnementale. Aucun Etat ne peut mener ce combat seul devant la complexité de la tâche et la force des intérêts installés. L'Europe, elle, le peut. C'est aussi pour elle une occasion inédite de montrer qu'elle agit pour les citoyen.ne.s, le bien commun et la démocratie plutôt que pour une minorité pour laquelle la recherche d'un profit toujours plus important justifie tous les sacrifices.

**Le chantier est immense.
Tout commence avec vous.**



LISTE EUROPE ÉCOLOGIE MENÉE PAR YANNICK JADOT